HÄBERLEIN, Mark, JEGGLE, Christof, *Vorindustrielles
Gewerbe. Handwerkliche Produktion und
Arbeitsbeziehungen in Mittelalter und Früher Neuzeit*

Guillaume Garner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/657>

DOI : 10.4000/ifha.657

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Guillaume Garner, « HÄBERLEIN, Mark, JEGGLE, Christof, *Vorindustrielles Gewerbe. Handwerkliche Produktion und Arbeitsbeziehungen in Mittelalter und Früher Neuzeit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/657> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.657>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

HÄBERLEIN, Mark, JEGGLE, Christof, *Vorindustrielles Gewerbe. Handwerkliche Produktion und Arbeitsbeziehungen in Mittelalter und Früher Neuzeit*

Guillaume Garner

- 1 L'histoire économique et sociale connaît depuis quelques années un renouvellement profond, qui concerne notamment la question du marché et de ses acteurs, individuels, collectifs ou institutionnels (en particulier les corporations). En témoigne la publication quasi-simultanée de ces deux recueils d'articles, consacrés l'un à la question des relations entre Nahrung (concept polysémique qu'on traduira ici par « subsistance »), marché et utilité commune, l'autre à la production artisanale et aux relations de travail au Moyen Âge et à l'époque moderne.
- 2 Le recueil dirigé par R.B. et Th.B. part d'une confrontation critique avec les thèses de Werner Sombart sur l'économie et les « mentalités économiques » de l'époque moderne : selon Sombart l'économie de l'époque moderne se caractérise par une dichotomie fondamentale entre un capitalisme marchand mû par l'aspiration au profit et caractérisé par la concurrence, et un secteur artisanal marqué la sémantique de la « subsistance ». Celle-ci assignerait à l'activité économique une finalité qui serait, non la recherche d'un gain, mais la garantie d'une subsistance, c'est-à-dire la couverture des besoins fondamentaux de l'individu ou, mieux, du ménage. La « mentalité économique » de l'artisanat serait donc hostile au principe de concurrence et à l'idée d'une confrontation sur le marché des producteurs entre eux, ainsi que de l'offre et de la demande, et les corporations permettent de satisfaire cette revendication de la « subsistance », en limitant notamment la concurrence exercée envers les maîtres, voire les compagnons.

- 3 Les deux articles historiographiques de ce premier volume, respectivement signés par R. REITH et Th. BUCHNER, montrent que cette vision s'est prolongée dans l'historiographie allemande tout au long du XXe s., que ce soit dans le concept d'oïkos (« das ganze Haus ») qui caractérise selon Otto Brunner les économies pré-industrielles, dans une histoire économique et sociale reprenant le paradigme webérien de la modernisation, ou dans le concept de proto-industrialisation tel qu'il est élaboré en 1977 par Peter Kriedte, Hans Medick et Jürgen Schlumbohm : pour ces derniers, l'idéal de la subsistance aurait informé les pratiques économiques tant des ménages ruraux que des corporations urbaines (en opposition avec les objectifs des détenteurs du capital commercial), engendrant ainsi un blocage de la productivité des unités productrices (ménages, ateliers) que seul l'essor démographique pouvait compenser en favorisant la multiplication desdites unités. De même, les études reprenant le concept d'« économie morale » d'E. P. Thompson intègrent sans véritablement les remettre en cause les notions de subsistance et d'oïkos.
- 4 R. REITH, tout comme Ch. JEGGLE dans l'article programmatique qui ouvre le volume qu'il codirige avec M. HÄBERLEIN, plaident donc pour un concept de marché renouvelé de plusieurs points de vue. D'une part, l'enquête ne doit pas se limiter aux relations d'échanges monétaires, mais également intégrer les flux non-monétaires, pour comprendre par exemple le fonctionnement des marchés du travail dans lesquels la rémunération en nature joue un rôle crucial jusqu'à la fin du XVIIIe s. ; le marché doit d'autre part être appréhendé comme un « champ de l'agir social » (Ch. JEGGLE), dans lequel les relations interpersonnelles jouent un rôle fondamental, qu'il s'agisse du crédit, des matières premières, ou du « marché du travail », dont quelques grands traits sont présentés par D. EBELING à propos de la région drapière d'Aix-la-Chapelle. Ces considérations conduisent les contributeurs des deux ouvrages à renoncer à la priorité traditionnellement donnée à l'étude de structures « macro » au profit d'une approche anthropologique du marché, centrée sur ses acteurs, leurs pratiques, leurs stratégies et leurs discours.
- 5 La prétendue incompatibilité des corporations ou de la notion de subsistance avec le marché se trouve dès lors fortement nuancée. Étudiant la corporation des tisserands de lin à Münster, Ch. JEGGLE affirme ainsi que la corporation est un outil de régulation économique à l'intérieur du marché, et non pas contre lui ; ses demandes de régulation économique sont justement étayées par le recours au principe de « subsistance », notamment parce que cette notion, qui fait partie du répertoire discursif de la communication politique entre autorité urbaines et corporations, renvoie à un but socialement acceptable et crédite ainsi les revendications formulées d'un surplus de légitimité. Le cas du secteur toilier de Souabe orientale conduit A. SCZESNY à dégager, dans deux études publiées dans chacun des ouvrages mentionnés, des conclusions similaires. La « subsistance » y est un principe flexible, dont la signification change selon les situations concrètes : cet argument est employé aussi bien par les corporations pour réguler l'approvisionnement en fil des villes (Augsbourg, Memmingen), que par les tisserands ruraux pour appuyer leurs demandes de création de corporations rurales. Ces dernières ne sont là aussi pas à comprendre comme une manifestation de refus du marché, mais bien plutôt comme la volonté de bénéficier de conditions d'accès aux marchés égales à celles dont bénéficiaient les artisans urbains.
- 6 Le cas de l'artisanat francfortois aux XVIIe et XVIIIe s. conduit en revanche R. BRANDT à nuancer le constat dans les deux études qu'il lui consacre dans chaque ouvrage. Les

artisans y mobilisent selon lui le principe de la subsistance (et le droit de bourgeoisie) pour y exclure des concurrents potentiels (notamment les artisans ruraux ou ceux de corporations d'autres villes en-dehors des périodes de foire, mais également les marchands juifs de la ville), et ils n'acceptent cette concurrence qu'en raison d'un rapport de forces politique avec les autorités urbaines qui leur est défavorable.

- 7 L'élargissement de l'histoire du marché par des emprunts aux questionnaires de l'anthropologie historique apparaît dans les deux études consacrées par Ch. WERKSTETTER au statut des femmes dans les corporations d'Augsbourg. Le travail des femmes y apparaît comme une réalité fréquente, reposant sur l'accumulation d'un savoir empirique qui se fait principalement par le regard (comme c'est aussi le cas des apprentis) mais qui n'est pas certifié officiellement par la réalisation d'un chef-d'œuvre. Les artisans s'opposent parfois à ce travail féminin au nom de la « subsistance », qui est précisément l'argument souvent mobilisé par les veuves réclamant le droit de reprendre la direction de l'atelier de leur mari défunt. Cet argument est d'autant plus flexible qu'il est également mobilisé par les autorités urbaines pour justifier la conformité de leurs décisions au « bien commun » de la ville : la subsistance y apparaît donc comme « un mécanisme de régulation central, un outil de négociation sur le contenu de ce « bien commun » ».
- 8 La nécessité de prendre en compte à la fois les rapports de force internes aux corporations et les relations qu'elles entretiennent avec les autorités urbaines ou étatiques est illustrée par l'étude que Th. BUCHNER consacre aux élites corporatives à Amsterdam et à Vienne au XVIIIe s. Deux configurations bien différentes y apparaissent : à Amsterdam, les jurés sont compétents essentiellement pour des questions de régulation économique importantes aux yeux des autorités urbaines, qui cherchent par conséquent à contrôler le choix desdits jurés, en pratiquant le plus souvent une politique de fermeture du recrutement de ces derniers ; à Vienne, en revanche, les corporations, qui ont des relations bien plus étroites avec l'administration gouvernementale qu'avec les autorités de la ville, ont un spectre de missions beaucoup plus large (qui relèvent à la fois de la régulation économique et de la discipline sociale, comme la lutte contre l'alcoolisme), ce qui rend de facto les jurés beaucoup plus proches des maîtres qu'à Amsterdam. Elles peuvent par conséquent réguler de manière autonome nombre de conflits internes, mais elles offrent aux maîtres beaucoup moins de possibilités d'exprimer leurs revendications aux autorités politiques que ce n'est le cas à Amsterdam, où ceux-ci adressent fréquemment suppliques et pétitions aux autorités urbaines contre leurs jurés.
- 9 Ces deux ouvrages sont incontestablement stimulants et manifestent des convergences de problématiques prometteuses avec des travaux italiens, français ou anglais, tout en soulignant les caractéristiques propres à l'espace impérial, en particulier la diversité des institutions aptes à intervenir dans les questions de régulation économique (du conseil de ville à l'empereur en passant par le cercle).
- 10 Guillaume GARNER (MHFA)